

D'antiterrorisme à terreur étatique : La répression et l'internement des Ouïghour-e-s en Chine

Mysaëlle Lavoie-Lemieux

Étudiante au baccalauréat en anthropologie à l'Université Laval

RÉSUMÉ

En 2017, il a été découvert que des milliers de Ouïghour-e-s, une minorité ethnique turcophone et musulmane, étaient internés dans des camps dits de « ré-éducation » dans la région du Xinjiang, au nord-est de la Chine. Ces camps ont pour but de laver les Ouïghour-e-s de l'extrémisme religieux qui les afflige prétendument. Cette découverte suit plusieurs années de sinisation et de répression culturelle et religieuse ainsi que des incidents violents par le Parti communiste chinois. Cet essai retrace les causes sous-jacentes aux politiques chinoises d'intégration répressive, ainsi qu'au discours de sécurisation par lequel la Chine a tenté de légitimer l'usage de force et de la détention contre la minorité ouïghoure. Il tentera d'expliquer comment une large campagne antiterroriste a servi à voiler l'usage de terreur étatique.

Mots-clés : Ouïghour-e-s, Xinjiang, camps de ré-éducation, terrorisme, sécurisation, terreur étatique

ABSTRACT

In 2017, it was discovered that thousands of Uyghurs, a Turkic-speaking, Muslim ethnic minority, were being interned in so-called "re-education" camps in the Xinjiang region of northeastern China. These camps intend to cleanse the Uyghurs of the religious extremism that supposedly afflicts them. This discovery followed several years of sinicization and cultural and religious repression as well as violent incidents by the Chinese Communist Party. This essay will outline the underlying causes of China's repressive integration policies, as well as the securitization discourse through which China has attempted to legitimize the use of force and detention against the Uyghur minority. It will attempt to explain how a broad anti-terrorism campaign has served to veil the use of state terror.

Keywords : Uyghurs, Xinjiang, re-education camps, terrorism, securitization, state terror

D'antiterrorisme à terreur étatique : La répression et l'internement des Ouïghour-e-s en Chine

Dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (XUAR, selon l'acronyme anglophone), en Chine, vit le groupe ethnique ouïghour aux côtés des Hans (ethnie majoritaire en Chine) et d'autres minorités ethniques comme les Kazaks, Kyrgyz, Tatars et Uzbeks (Ang, 2016, p. 400). Toutefois, contrairement à ce qu'indique son nom, la région n'est pas autonome en pratique. Comme le Tibet et les autres régions autonomes¹ de la Chine, le Xinjiang reste étroitement contrôlé par le Parti communiste chinois (PCC) (Castets, 2003, p. 2). Des Hans occupent de nombreux postes politiques et administratifs dans la région – si ce n'est la majorité – diluant la représentation ouïghoure en leur sein (Castets, 2003, p. 5). D'ailleurs, le Secrétaire du Comité du Parti communiste du Xinjiang

est Chen Quanguo, un Han qui occupait le même poste auparavant dans la région autonome du Tibet (Smith Finley, 2019, p.18). Or, les Ouïghour-e-s, étant turcophones, musulman-e-s et se revendiquant autochtones à la région, se considèrent comme une nation distincte. Certain-e-s désirent donc fonder l'État indépendant du Turkistan oriental², pour se libérer des



Figure 1 : Carte de la Chine et de ses régions autonomes

Source : <https://courses.lumenlearning.com/atd-herkimer-worldgeography/chapter/10-2-emerging-china/>

inégalités socioéconomiques ainsi que de la répression culturelle et religieuse dont ils sont victimes sous le régime chinois (Castets, 2003 : p. 8; Shichor, 2018, p. 130). Toutefois, l'appartenance religieuse, le nationalisme ouïghour ainsi que la tendance séparatiste du groupe inquiètent le projet communiste. Les politiques du PCC pour tenter de garder sa

¹ Voir Figure 1.

² Voir Figure 2.

souveraineté sur la région sont toujours plus répressives et des tensions entre les Ouïghour-e-s et les autorités sévissent depuis les années 1950³, parfois exacerbées au point de créer des incidents violents (Roberts, 2018; Smith Finley, 2019). C'est ainsi qu'après le 11 septembre 2001, un processus discursif de sécurisation⁴ et une large



Figure 2 : La répression chinoise des Ouïghour-e-s

Le drapeau du Turkistan oriental est bleu, avec un croissant et une étoile, tel que représenté sur ce masque. La main porte le drapeau chinois, pour représenter la façon dont le gouvernement tente de garder les Ouïghour-e-s sous silence.

Source : AFP/GETTY IMAGES / OZAN KOSE, trouvé sur <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1130446/musulmans-internes-en-chine-une-justification-contestee>

campagne antiterroriste sont mis en branle dans le but d'éradiquer « les trois vices » (*three evils*), soit le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme (Anand, 2019, p. 130; Ekrem, 2018, p. 153; Soloshcheva, 2017, p. 423). Toutefois, « antiterrorisme » s'est rapidement traduit par terreur étatique lorsqu'il a été dévoilé que des milliers de Ouïghour-e-s étaient détenu-e-s illégalement dans

des « camps de ré-éducation » (Smith Finley, 2019). Selon des témoignages, de l'imagerie satellite et des informations provenant de documents officiels du budget chinois, ceux-ci s'apparenteraient plutôt à des camps de concentration (Zenz, 2019; Smith Finley, 2019). Dans cet essai, je tenterai de démontrer pourquoi et comment la gestion de la minorité ouïghoure et d'incidents violents, qui ont été définis comme du terrorisme par le PCC, s'est transformée par une escalade de violence en utilisation de terreur étatique contre tout un groupe ethnique.

³ Le Xinjiang a été formellement annexé à la Chine en 1949, après 2 courtes républiques indépendantes du Turkistan oriental de 1933 à 1934, et de 1944 à 1949 (Castets, 2003, p. 2).

⁴ En anglais *securitization* est défini par la Copenhagen School of Security Studies comme « le processus par lequel des questions non politisées (des enjeux non abordés) ou politisées (enjeux débattus publiquement) sont élevées au rang de questions de sécurité qui doivent être traitées dans l'urgence et qui légitiment le contournement du débat public et des procédures démocratiques » [traduction libre] (Van Munster, 2012, paragr. 1).

Manipulation de l'histoire : nation et statut d'autochtonie

Selon Rémi Castets (2003),

le terme ouïghour désigne le peuple turc qui, au Moyen Âge, a développé une brillante civilisation dans l'est du Xinjiang. Cet ethnonyme, disparu depuis l'islamisation, a été remis au goût du jour par les ethnologues russes; il a été remis en service dans les années 1930 par les conseillers soviétiques de Sheng Shicai pour désigner les communautés musulmanes sédentaires turcophones parlant un dialecte turc dans les oasis du Xinjiang [traduction libre] (p. 15).

En effet, celles et ceux que l'on appelle aujourd'hui « Ouïghour-e-s » étaient auparavant fragmenté-e-s en de plus petits groupes qui s'identifiaient par le nom de l'oasis qu'elles et ils habitaient (Castets, 2003, p. 15). Pour des historien-ne-s hans et, selon la version officielle acceptée par le PCC, ces groupes auraient émigré de Mongolie après la chute de l'Empire ouïghour (ou Khaganat ouïghour) vers le milieu du IX^e siècle et auraient pris contrôle du bassin entourant le Tarim (fleuve au Xinjiang) où vivaient déjà des populations chinoises hans (Ang, 2016, p. 400). Selon Ang (2016), cette version de l'histoire serait contredite par d'autres académiques hans⁵, qui estiment que « la majeure partie des premiers ancêtres des Ouïghours, tels que les Dingling, vivaient déjà au Xinjiang avant l'arrivée des tribus ouïghoures de Mongolie » [traduction libre] (p. 401). De plus, Ang mentionne que, selon l'historien ouïghour Turgun Almas⁶, des données anthropométriques permettent de tracer un lien entre des momies du bassin de Tarim et le groupe ethnique ouïghour actuel. Ceci daterait donc leur histoire dans le Xinjiang à plus de 6400 ans et les rendrait « autochtones » à la région (Ang, 2016, p. 401; Mukherjee, 2010, p. 427). Il est également pertinent de mentionner que le nom *Xinjiang* n'a été attribué à la région qu'en 1884 et signifie « nouveau territoire » ou « nouvelle frontière » (Ang, 2016, p. 400; Byler, 2018, p. 2). Pourtant, le gouvernement chinois continue de ne pas reconnaître cette version des faits et de considérer que les Ouïghour-e-s constituent un groupe ethnique distinct, certes, mais une « partie indissociable de la nation unitaire chinoise multiethnique » [traduction libre] (Ang, 2016, p. 400) sans aucun droit légitime sur le territoire.

⁵ Elle réfère notamment à:

Bao, Gu. (1980). Xinjiang Weiwuerzu Zuyuan Xintan [New Research on the Ethnogenesis of the Uyghurs]. *Zhongguo Shehui Kexue*, 6. Beihai, Su. (1981). Uyghurlarning étnik Menbesi Heqqide Yéngi Izdinish [New Research on the Ethnic Origin of the Uyghurs]. *Shinjang Ijtimaiy Penler Tetqiqati*, 11.

⁶ Almas, Turgun. (2010). *Uygurlar* [The Uyghurs]. Selenge.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette position du PCC, mais la plus importante concerne le potentiel économique du territoire. En effet, le Xinjiang est riche en gaz naturel et en minéraux, et on estime que son pétrole représente au moins un tiers des réserves chinoises (Raza, 2019, p. 490; Mukherjee, 2010, p. 432). D'ailleurs, le gouvernement a investi des milliards de dollars dans la construction de pipelines reliant le Xinjiang à des villes de l'est de la Chine (Raza, 2019, p. 490; Ekrem, 2018, p.)⁷. De plus, la région regorge de terres fertiles pour l'agriculture et le PCC possède presque le tiers de ses terres cultivées (Castets, 2003, p. 2). Le Xinjiang se trouve également en plein dans le chemin de la « nouvelle route de la soie », une nouvelle priorité chinoise en matière de développement, qui reliera l'Europe à la Chine par de nouveaux chemins de fer, entre autres (Byler, 2019, p. 2; Ekrem, 2018, p.168). Ainsi, si le gouvernement reconnaissait le statut d'autochtonie des Ouïghour-e-s, cela pourrait nourrir ou légitimer la lutte séparatiste. Il risquerait donc une énorme perte économique liée aux ressources actuellement exploitées, aux sommes déjà investies pour le développement de la région et au potentiel d'industrialisation supplémentaire.

La reconnaissance de l'autochtonie des Ouïghour-e-s représente une menace politique plus large encore. En effet, si les Ouïghour-e-s formaient un État-nation indépendant et se séparaient de la Chine, cela montrerait une faiblesse symbolique de la souveraineté de la République populaire de Chine et pourrait inciter les autres régions autonomes à revendiquer l'indépendance. Considérant que les années 1980 ont déjà été marquées par des luttes indépendantistes dans la région autonome du Tibet, une séparation du Xinjiang pourrait signifier la perte économique et politique de deux régions plutôt qu'une, si la lutte indépendantiste du Tibet s'embrasait de nouveau (Mukherjee, 2010, p.428, 431; Anand, 2019, p. 139; Roberts, 2018, p. 241; Smith Finley, 2019).

⁷ Voir Figure 3.

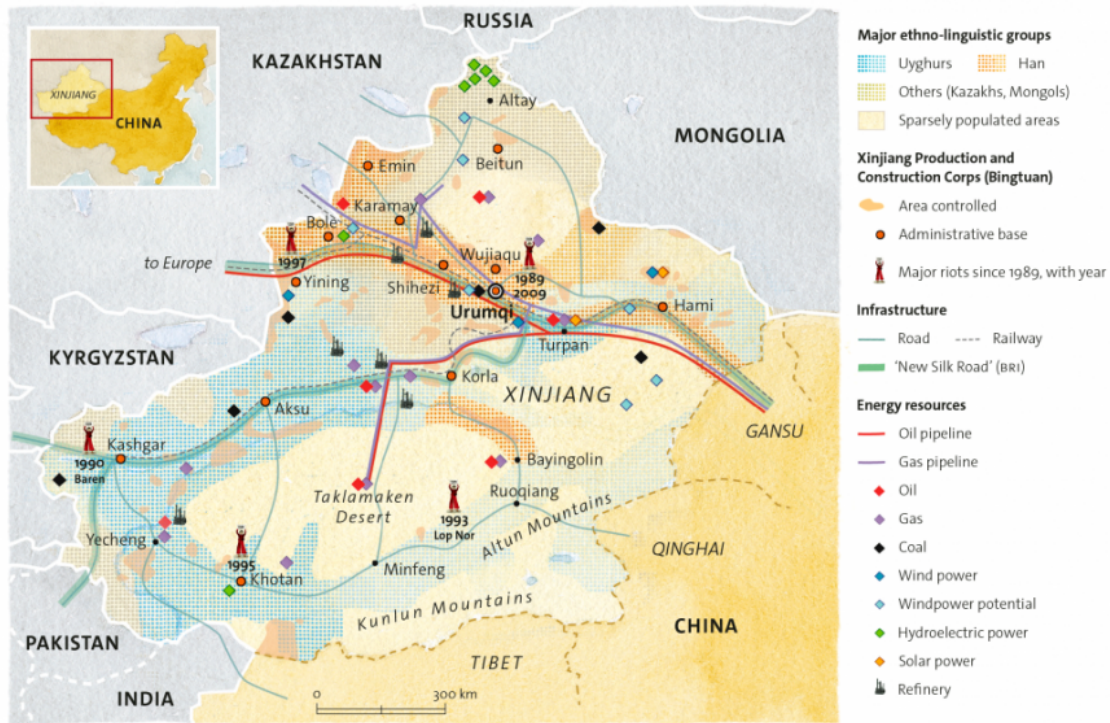


Figure 3 : Ressources et infrastructures du Xinjiang

Source : Settlers in Xinjiang: Circling the wagons', The Economist, 25 May 2013; 'Exploiting a rich frontier', National Geographic, December 2009; 'A recent history of unrest in Xinjiang', farwestchina.com; Atlas of Resource Economics in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region (in Chinese), trouvé sur <https://mondediplo.com/maps/uyghurs>

Ainsi, diverses stratégies ont été entreprises par le PCC pour empêcher cette séparation du Xinjiang. L'une d'elles a été d'instrumentaliser la différence religieuse, présentant l'islam tel que pratiqué par les Ouïghour-e-s comme une idéologie extrémiste ennemie du projet communiste. Ainsi, les Ouïghour-e-s peuvent être considéré-e-s comme une biminorité de la Chine tel que l'entend Appadurai (2018), soit « ceux dont la différence (ethnique, religieuse, raciale) par rapport à leur majorité nationale est considérée comme une forme de menace corporelle pour l'ethnos national » [traduction libre] (paragr. 2). Toutefois, comme le sociologue et anthropologue le précise, il faut voir les motivations plus profondes que recèlent ces politiques de gestion des minorités. Dans les prochaines sections, je présenterai les diverses stratégies et mécanismes de contrôle des Ouïghour-e-s et du territoire de la région du Xinjiang, ainsi que l'escalade de violence qui s'en est suivie.

Intégration, assimilation et sinisation : lutte contre le nationalisme et le séparatisme

Dans le but d'éviter la montée du nationalisme et du séparatisme, le PCC a mis en place un triple processus de sinisation, c'est-à-dire l'assimilation des minorités du Xinjiang à la culture chinoise⁸. Ce processus consistait en fait en des stratégies d'intégration démographique, linguistique et religieuse. D'abord, Castets (2003) explique qu'« à partir des années 1950, le régime communiste a encouragé l'installation de centres de population Han afin de sécuriser, contrôler et exploiter la région » [traduction libre] (p. 2). Ainsi, si 95% de la population de la région était turcophone et musulmane en 1949 (dont une majorité de Ouïghour-e-s et les minorités mentionnées en introduction), les Hans constituent maintenant environ 45% de la population du Xinjiang (Ang, 2016, p. 402; Soloshcheva, 2017, p. 417). Les impacts socioéconomiques de ce changement démographique sont nombreux. D'une part, à cause des investissements et des subventions préférentielles du gouvernement, les grandes industries sont généralement gérées par des Hans plutôt que des Ouïghour-e-s. Les élites ouïghoures n'ont donc pas accès aux mêmes opportunités entrepreneuriales, ce qui se répercute sur les classes de travailleurs et travailleuses ouïghour-e-s (Ang, 2016, p. 402; Castets, 2003, p. 3-5). En effet, les emplois dans ces industries hans sont aussi accordés préférentiellement aux Hans, qui parlent le mandarin. Cet accès inégal à de bons emplois, en plus du retrait de financement sous la forme de bourses et de l'assouplissement des quotas de minorités visibles dans les écoles, amène également des inégalités quant à l'accès à l'éducation :

[...] ces différences de revenus imposées par l'appartenance ethnique sous-tendent l'inégalité d'accès au système éducatif - qui, à son tour, renforce les inégalités économiques. En effet, l'incapacité des plus pauvres à financer la scolarité de leurs enfants perpétue, plus encore que les handicaps linguistiques et un système de recrutement parfois discriminatoire, les inégalités socioprofessionnelles qui condamnent une grande partie de la population ouïghoure aux plus bas échelons de la société [traduction libre] (Castets, 2003, p. 4).

Raza (2019, p. 490) appelle ce phénomène la « pénalité ethnique » et estime que cela constitue une façon de garder un contrôle sur les gens en les gardant inéduqué-e-s et sans pouvoir, facilitant d'autant plus l'appropriation de leurs terres et ses ressources.

⁸ On réfère ici à la culture du groupe ethnique majoritaire, les Hans.

Le PCC cherche également à siniciser les Ouïghour-e-s et les autres minorités du Xinjiang par une intégration linguistique. En effet, dès 1949, le mandarin standard a été institutionnalisé comme langue officielle dans les domaines de l'éducation, du travail et de l'administration régionale (Ang, 2016, p. 402; Roberts, 2018, p. 239). De surcroît, les autorités ont pris le contrôle de la littérature ouïghoure, notamment par le bannissement de certains livres qui contredisaient la version « officielle » de l'histoire des Ouïghour-e-s (Ang, 2016, p. 402). Or, le mandarin est l'un des sujets qui doivent être étudiés dans les camps de rééducation, où les langues minoritaires sont formellement interdites.

Le dernier et probablement plus important aspect de la sinisation des Ouïghour-e-s concerne la religion musulmane. En effet, pour le PCC, la pratique religieuse ne doit pas aller à l'encontre du socialisme, mais plutôt l'appuyer « afin de servir le développement économique, de promouvoir l'harmonie sociale et l'unité ethnique, ainsi que l'unification du pays » [traduction libre] (Ang, 2016, p. 403). Ainsi, au cours des années 1990, diverses restrictions ont été mises en place pour réguler la pratique de l'islam au Xinjiang. Ang (2016) en énumère plusieurs :

Les pratiques religieuses, comme le jeûne du ramadan, étaient interdites aux membres du parti, aux fonctionnaires, aux enseignants et aux étudiants. Les femmes ne devaient pas porter de voile et les hommes devaient se raser, et le nombre de personnes autorisées à participer au hajj annuel organisé par le gouvernement était strictement contrôlé. Et si les musulmans de langue chinoise (Hui) n'étaient pas soumis à la même surveillance, les enfants ouïghours de moins de 18 ans n'étaient pas autorisés à assister aux prières. Les imams étaient placés sous étroite surveillance et n'étaient pas autorisés à enseigner en privé. Les prières du vendredi n'étaient pas autorisées à durer plus d'une demi-heure. Les prières dans les espaces publics à l'extérieur de la mosquée étaient interdites. Le culte dans les mosquées en dehors des villes était interdit, et certaines mosquées ont été fermées de force. Les fonctionnaires et les membres du Parti communiste n'avaient pas le droit d'assister aux services de prière, et des employés du secteur public ont déclaré avoir été harcelés lorsqu'ils pratiquaient ouvertement leur religion [traduction libre] (p. 402-403).

Dans ce passage, il est intéressant de noter que la minorité ethnique hui, également musulmane, mais contrairement aux Ouïghour-e-, locutrice du mandarin, ne subissait pas les mêmes pressions et restrictions que les musulman-e-s ouïghour-e-s. Ceci amène à se questionner encore une fois à savoir si l'Islam est réellement la cible de cette répression...

Roberts (2018, p. 239) explique toutefois que ces politiques d'intégration ont été, en général, inefficaces et ont eu certains effets contraires. La répression religieuse

dans les écoles a entraîné un nouvel engouement pour l'islam chez les jeunes (*islamic revival*), et les inégalités socioéconomiques ont nourri les sentiments nationaliste et indépendantiste. Smith Finley (2019, p. 21-22) ajoute que ces inégalités ont été un élément catalyseur des conflits violents des années 1990 et 2000. Or, si l'on considère cette gestion répressive des minorités par le PCC comme une forme de violence structurelle ou culturelle⁹, il n'est pas étonnant que les Ouïghour-e-s aient réagi par la révolte.

Déplacement de la lutte : du séparatisme au terrorisme

Comme mentionné précédemment, les politiques assimilatrices et répressives du PCC n'ont pas été bien accueillies par les Ouïghour-e-s. Elles ont plutôt déclenché, au cours des années 1990, des tensions interethniques ainsi que des affrontements entre les Ouïghour-e-s et les forces de l'ordre. Deux événements notables ont été largement instrumentalisés dans le discours de sécurisation du PCC au cours des années 2000 (Roberts, 2018; Smith Finley, 2019; Anand, 2019). Le premier fut le soulèvement de la ville de Baren en 1990 qui, selon les dires des Ouïghour-e-s, aurait commencé sous la forme d'une manifestation organisée par le *East Turkistan Islamic Party* (ETIP) – aussi connu sous le nom de *East Turkestan Islamic Movement* (ETIM) – et se serait exacerbée en émeutes violentes (Mackerras, 2018, p.72; Robert, 2018, p.233). Cependant, le PCC avance plutôt qu'il s'agissait d'une violente tentative du ETIP de prendre le contrôle de la ville. Le second événement fut l'incident de Ghulja, en 1997, qui aurait également commencé par une manifestation pour l'indépendance du Turkistan oriental, mais dont l'affrontement avec les forces de l'ordre aurait résulté en plusieurs morts et des centaines d'arrestations (Castets, 2003, p. 19; Smith Finley, 2019, p. 16).

Or, deux mois après les événements du 11 septembre 2001 et le lancement de la campagne militaire internationale contre le terrorisme (*Global War on Terror* ou GWOT)

⁹ Les concepts de violence structurelle et de violence culturelle peuvent être attribués au sociologue norvégien Johan Galtung. La violence structurelle peut être largement définie comme la façon dont les structures politiques et économiques d'une société créent des inégalités telles qu'elles empêchent les individus de se réaliser (*potential realization*) (Galtung, 1969). Quant à la violence culturelle, elle se définit comme : « les aspects de la culture, de la sphère symbolique de notre existence – illustrés par la religion et l'idéologie, le langage et l'art, la science empirique et la science formelle (logique, mathématiques) – qui peuvent être employés pour justifier ou légitimer la violence directe ou structurelle » [traduction libre] (Galtung, 1990, p. 291).

par les États-Unis et les Nations Unies, le PCC a débuté un discours de sécurisation en définissant les violences du Xinjiang des années 1990 comme des actes terroristes.

[Un] document intitulé "Activités terroristes perpétrées par les organisations du "Turkistan oriental" et leurs liens avec Oussama ben Laden et les Talibans" [...] affirme qu'il existe un vaste réseau de terroristes ouïghours bénéficiant d'un soutien international et représentant une menace imminente pour la sécurité de la Chine et du monde. [traduction libre] (Roberts, 2018, p. 232, italique ajouté).

Roberts (2018, p. 233) mentionne que ces allégations ont beaucoup étonné les académiques qui avaient suivi la situation du Xinjiang, puisque les violences des années 1990 ne correspondaient pas tout à fait à la définition traditionnelle du terrorisme¹⁰. Elles étaient au contraire « des explosions spontanées, des affrontements non prémédités entre les Ouïghours et les forces de sécurité, ou des protestations qui ont échappé à tout contrôle lorsqu'elles ont été réprimées » [traduction libre] (Roberts, 2018, p. 233). Pourtant, les nombreux rapports publiés par le PCC ont réussi à convaincre les États-Unis de la menace terroriste que représentait le *East Turkestan Islamic Movement* et, après un vote des Nations Unies, le ETIM fût officiellement déclaré comme une organisation terroriste, légitimant ainsi des sanctions internationales dans le cadre du GWOT (Robert, 2018, p.233)

Ainsi, face à l'échec des politiques d'intégration ainsi qu'à la menace croissante du séparatisme, le PCC a instrumentalisé le discours du GWOT pour justifier une prise de mesures exceptionnelles qui sortent du cadre légal pour resserrer son contrôle sur les dissident-e-s ouïghour-e-s. De plus, si un lien entre dissidence et Islam avait déjà été tracé par le PCC, le lien clair entre Islam et terrorisme qui a été tracé par les États-Unis à travers le GWOT a permis au PCC de légitimer une répression encore plus sévère des activités religieuses considérées comme extrémistes (Smith Finley, 2019, p. 14; Roberts, 2018, p. 238). Ainsi, contrer l'extrémisme était considéré comme la première étape pour contrer le terrorisme. D'ailleurs, il y a eu une modification des objectifs de la campagne *Strike Hard* dans les années 2000. Les trois vices définis comme le séparatisme, le terrorisme et les crimes violents étaient maintenant devenus le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux (Smith Finley, 2013, cité dans Roberts, 2018, p. 238). La

¹⁰ Roberts (2018) mentionne qu'il n'y a pas de définition internationale consensuelle du terrorisme. Toutefois, certaines caractéristiques sont souvent associées au terrorisme, c'est-à-dire une attaque organisée, visant des civils (plutôt que des forces de l'ordre) et ayant des motivations politiques (p. 233, 244, voir notes de bas de page).

campagne se solda, entre autres, par l'arrestation d'imams¹¹ et de civil-e-s qui étaient accusé-e-s « d'activités religieuses illégales », la fermeture de mosquées, la confiscation de textes et d'objets religieux et la surveillance de signes d'extrémisme au sein de certaines traditions religieuses (Roberts, 2018, p. 239). Puis, un cercle vicieux de répression-insurrection violente-répression s'en suivit. Après de nouvelles émeutes à Urumqi en 2009, des Ouïghour-e-s furent arrêté-e-s, détenu-e-s et/ou exécuté-e-s. Certain-e-s ont également disparu. Ensuite, entre 2010 et 2015, Roberts (2018, p. 244) note une montée du militantisme chez les Ouïghour-e-s. Ce militantisme pourrait cette fois-ci être décrit comme terroriste, alors que certains incidents violents ont été prémédités et avaient des motivations politiques (attaques à l'arme blanche, attentats-suicides à la bombe, etc.) (Ang, 2016, p. 404; Soloshcheva, 2017, p. 419). Pourtant, il semble que la légitimation de mesures extrajudiciaires ainsi que l'intensification du contrôle et de la surveillance n'aient pas été suffisantes aux yeux du PCC. En effet, le gouvernement chinois allait bientôt se lancer dans un « ethnocide carcéral »¹² non pas d'un groupe terroriste, mais de tout un groupe ethnique.

Internement, biopolitique et terreur étatique : réformer les extrémistes

Entre 2017 et 2018, par des témoignages et des fuites d'information provenant du gouvernement chinois dans les médias, il a été découvert que des milliers d'Ouïghour-e-s étaient détenu-e-s illégalement dans des camps de concentration au Xinjiang. En 2017, 120 000 Ouïghour-e-s y auraient été interné-e-s, correspondant à presque 10% de la population dans certaines villes (Zenz, 2019, p. 102). À l'époque, le gouvernement chinois continuait de nier l'existence des camps. Néanmoins, grâce à des documents officiels publics concernant le budget du gouvernement ainsi qu'à de l'imagerie satellite¹³, les preuves s'accumulent. Le gouvernement a finalement décrété que les camps étaient en fait des centres de « rééducation » ayant pour but de « transformer la pensée »

¹¹ Bien qu'il y ait des femmes imams dans certains autres contextes culturels (notamment en France), j'ai choisi de conserver l'orthographe *imams* (plutôt que imam-e-s) pour respecter le contexte culturel particulier abordé par cet essai, soit celui du Xinjiang.

¹² Ce terme est inspiré du concept de génocide carcéral d'Appadurai (2018 : paragr. 2), défini comme un génocide par confinement, concentration et famine. Dans le cas du Xinjiang, l'information disponible ne tend pas à montrer qu'il y a extermination massive des Ouïghour-e-s même, mais plutôt de leur culture et de leur identité ethnique. J'utilise donc le terme d'ethnocide carcéral pour désigner l'acculturation violente par confinement et concentration.

¹³ Voir Figure 4.

des extrémistes religieux et de prévenir le terrorisme. Pour justifier la nécessité de ces camps, le PCC a usé d'un nouveau processus de légitimation : la déshumanisation. En effet, fonctionnaires et autorités réfèrent à l'extrémisme religieux comme à un virus à éradiquer et aux camps comme à un traitement gratuit à une « dangereuse dépendance » (Raza, 2019, p. 497; Zenz, 2019, p. 103). Pourtant, ce procédé de dé-extrémisation ne s'appliquait pas juste à des pratiques extrémistes, mais à la culture islamique ou même à la culture ouïghoure entière. En effet, les dires d'un fonctionnaire chinois l'illustrent bien :

You can't uproot all the weeds hidden among the crops.. You need to spray chemicals to kill them all.. Re-educating these people is like spraying chemicals on the crops. That is why it is a general re-education, not limited to a few people. (RFA, 2018, cité dans Zenz, 2019, p. 122).

Le PCC déshumanise son « ennemi-e » qu'il compare à une mauvaise herbe qui doit être tuée. Ici, ce n'est plus l'extrémisme qui est le virus, mais tout un groupe ethnique qui est considéré comme une menace biologique. La quarantaine (l'internement) est présentée comme étant le seul moyen d'éviter sa propagation (Smith Finley, 2019, p. 11; Roberts, 2018, p. 251).

Sous cette perspective, les motifs de détention sont extrêmement nombreux et souvent arbitraires. Selon le témoignage d'une femme ayant été détenue, dont les propos ont été recueillis dans un reportage de France 24 sur les camps, une femme aurait été arrêtée pour avoir porté un voile, une autre parce qu'elle avait récemment voyagé en Turquie et une autre encore parce qu'elle avait une photo d'une fille en train de prier dans son téléphone portable (Forget et Védeilhé, 2019, 22:30). On estime maintenant que ce sont entre 800 000 et 2 millions de Ouïghour-e-s qui seraient actuellement interné-e-s dans ces camps de rééducation (Smith Finley, 2019, p. 2).

Des témoignages confirment que les détenu-e-s sont obligé-e-s d'étudier le mandarin (écrit et parlé), les lois chinoises, les politiques chinoises sur les minorités et la religion ainsi que la version officielle approuvée par le PCC de l'histoire de la Chine et du Xinjiang (Smith Finley, 2019, p. 6). Toutefois, ces camps sont loin d'être de simples écoles. Zenz (2019) inclut dans son article des documents officiels chinois (traduits en anglais) détaillant le budget alloué aux centres de « dé-extrémisation », de « transformation par l'éducation » et de « maintien de la stabilité ». On peut y lire que

des millions de yuans (RMB)¹⁴ ont été dédiés, entre autres, à l'achat de portes et de lits de cellules, de clôtures barbelées, de systèmes de surveillance et de centaines d'uniformes pour police spéciale (Zenz, 2019, p. 106-112). De son côté, Smith Finley (2019, p. 6-8) rapporte de nombreux propos témoignant des mauvais traitements subis dans les camps. Sécularisation forcée, autocritique, lavage de cerveau, humiliation, abus physiques et torture (privation de sommeil, coups et blessures, agression sexuelle, torture psychologique) se retrouvaient dans la plupart des témoignages (voir aussi Byler, 2018, p.12; Raza, 2019, p. 492). Dans ce même reportage de France 24, une femme d'origine ethnique kazak qui avait été forcée d'enseigner dans un camp de rééducation a rapporté que les détenu-e-s devaient recevoir des piqûres qui les rendaient dociles : « ils n'avaient plus de force pour se rebeller » (Forget et Védeilhé, 2019, 19:05). Une autre femme, qui avait été elle-même détenue, rapporte un récit similaire : elle devait sortir son bras par une ouverture dans la porte de sa cellule pour se faire donner une piqûre qui, avait-elle découvert éventuellement, avait fait arrêter ses règles¹⁵ (Forget et Védeilhé, 2019, 19:40). Ainsi, en plus de procéder à cette construction discursive des Ouïghour-e-s comme une menace biologique, le PCC se donne également l'autorité de réguler les corps.

¹⁴ Pour référence, 1 yuan ou renminbi est équivalent à 0.19 dollar canadien.

¹⁵ Concernant la médicalisation forcée, Smith Finley (2019) rapporte des informations similaires : « elles ont été forcées de prendre des pilules qui les faisaient s'évanouir et un liquide blanc qui provoquait des saignements chez certaines femmes et l'arrêt des menstruations chez d'autres. » [traduction libre] (p. 8).



Figure 4 : Exemple d'imagerie satellite des camps de ré-éducation

Ceci est un exemple parmi tant d'autres non seulement de l'existence des camps, mais de leur utilisation comme un centre de détention. Je vous invite à voir le projet complet d'imagerie satellite, réalisé à l'aide d'images Google Earth par divers académiques, sur le lien ci-dessous.

Source : Captures d'écrans prises sur <https://www.abc.net.au/news/2018-11-01/satellite-images-expose-chinas-network-of-re-education-camps/10432924>

De la biopolitique à la prison panoptique¹⁶, plusieurs théories foucaaldiennes sont utiles pour analyser la terreur étatique chinoise sous couvert de mesures contre-terroristes. Outre l'internement massif et arbitraire des Ouïghour-e-s, celles et ceux qui sont hors des camps sont tout de même si strictement surveillé-e-s qu'un climat de peur s'est installé dans le Xinjiang depuis quelques années. Les Ouïghour-e-s s'autocensurent et, par peur d'être associé-e-s à quelqu'un-e soupçonné-e d'extrémisme, certain-e-s s'isolent de leurs familles étendues (Smith Finley, 2019, p. 19-20). Plus de 40 000 caméras à travers la région, des systèmes de reconnaissance faciale, des bases de données génétiques, des postes de contrôle (*checkpoints*), des vérifications-surprises du contenu des téléphones intelligents, des visites ou l'hébergement forcé de fonctionnaires dans les maisons familiales (Roberts, 2018, p. 247-248; Raza, 2019, p. 493; Byler, 2019, p.11). Les mesures de surveillance sont – comme les a si bien qualifiées Smith Finley (2019, p. 15) – *dystopiques*. Ruth Bakeley (2012, citée dans Smith Finley, 2019) définit la terreur étatique comme :

A deliberate act of violence against civilians, or threat of violence where a climate of fear is already established by earlier acts of violence; as perpetrated by actors on behalf of or in conjunction with the state; as intended to induce extreme fear in target observers who identify with the victim; and as forcing the target audience to consider changing its behaviour (p. 1).

Selon cette définition on peut affirmer que la campagne *Strike Hard* contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux (via les mesures de répression religieuse, la surveillance et les camps de « rééducation ») relève effectivement de la terreur étatique.

Conclusion

C'est ainsi une menace séparatiste qui a motivé la Chine à développer des politiques d'intégrations répressives et sources d'inégalité. Produisant l'effet contraire, ces politiques ont alimenté le nationalisme ouïghour et leur désir d'insurrection. Sentant sa

¹⁶ Le concept de biopolitique réfère, selon Foucault, à une forme de pouvoir qui agit sur la population comme « processus biologique anonyme et massif, quantifiable, évaluable » et « tente de contrôler et d'organiser les forces vitales » (Gros, s. d., paragr. 3, 7). Ainsi, par pression, incitation, surveillance ou sanctions, c'est un pouvoir qui régule les corps. Le concept de panoptisme de Foucault s'inspire de l'image de l'architecture carcérale panoptique, où un gardien se trouve dans une tour au centre de la prison, capable de voir tous les prisonniers de la prison. Le panoptisme est donc la façon dont les individus développent « un état conscient et permanent de visibilité qui assure le fonctionnement automatique du pouvoir » (Foucault, 1975, p. 233). Autrement dit, la possibilité de la surveillance mène les individus à s'autoréguler en tout temps.

souveraineté dans la région s'affaiblir, le Parti communiste chinois a donc instrumentalisé le discours du *Global War on Terror* liant islam et terrorisme dans son propre processus de sécurisation pour transformer les incidents violents séparatistes en menace terroriste. Cela lui a permis d'user de mesures extrajudiciaires encore plus répressives et violentes pour contrôler la population ouïghoure, dont *tous* les individus étaient soit « atteints », soit « à risque » d'extrémisme religieux. L'escalade de violence a atteint un nouveau sommet alors qu'une biopolitique de quarantaine par l'internement de la biominorité ouïghoure a été mise en place pour la « laver » de l'extrémisme qui l'afflige prétendument. Toutefois, l'internement cible en fait la culture ouïghoure dans son ensemble (ethnocide carcéral). Un effet de prison panoptique à l'échelle de la région a instauré un climat de peur constante chez les minorités du Xinjiang. Toutes ces mesures violentes sont justifiées par une construction de l'islam comme une idéologie dangereuse. Il est donc important de se rappeler que de tels processus de sécurisation ont souvent des motivations plus profondes (politico-économiques dans ce cas-ci) et voilent des structures néocoloniales ainsi que des violences insidieuses. Et alors que la diaspora ouïghoure continue de « porter partout la voix de leur communauté, pour ne jamais abandonner leurs proches victimes du plus grand internement de masse du 21^e siècle » (Forget et Védeilhé, 2019, 33:25), il faut se demander combien de temps les autres États du monde continueront de s'indigner des internements génocidaires et traumatiques du passé tout en ignorant les ethnocides carcéraux actuels, de peur des représailles de la force économique, politique et militaire qu'est la Chine.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anand, D. (2019). Colonization with Chinese characteristics: politics of (in)security in Xinjiang and Tibet. *Central Asian Survey*, 38(1), 129-147.
- Ang, J. (2016). Sinicizing the Uyghurs. *Peace Review*, 28(4), 399-406.
- Appadurai, A. (2018, mai). Across the World, Genocidal States Are Attacking Muslims. Is Islam Really Their Target? *Scroll*. in. <https://scroll.in/article/879591/from-israel-to-myanmar-genocidal-projects-are-less-about-religion-and-more-about-predatory-states>
- Byler, D. (2018). Violent Paternalism: On the Banality of Uyghur Unfreedom. *The Asia-Pacific Journal*, 16(24), 4, 1-15.
- Castets, R. (2003). The Uyghurs in Xinjiang—The Malaise Grows. After September 11th 2001, the Chinese regime strove to include its repression of Uyghur opposition within the international dynamic of the struggle against Islamic terrorist networks, *China perspectives*, 49. <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.648>
- Ekrem, E. (2018). The Uyghur Factor in Turkish-Chinese Relations After the Urumqi Events. Dans G.K. Ercilasun et K. Ercilasun (dir.), *The Uyghur Community. Diaspora, Identity and Geopolitics*. Palgrave Macmillan.
- Forget, A. et Védeilhé, A. (journalistes). (2019, 10 mai). Ouïghours, à la force des camps [reportage]. *Reporters*. France 24. <https://www.france24.com/fr/20190510-reporters-le-doc-ouighours-force-camps-internement-reeducation-prison-endocrinement>
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Gallimard.
- Galtung, J. (1969). Violence, peace, and peace research. *Journal of peace research*, 6(3), 167-191.
- Galtung, G. (1990). Cultural Violence. *Journal of peace research*, 27(3), 291-305.
- Gros, F. (s. d.). Biopolitique. *Encyclopædia Universalis*. <http://www.universalis-edu.com/acces/bibl.ulaval.ca/encyclopedie/biopolitique/>
- Mackerras, C. (2018). Religion and the Uyghurs: A Contemporary Overview, Dans G.K. Ercilasun et K. Ercilasun (dir.), *The Uyghur Community. Diaspora, Identity and Geopolitics*. Palgrave Macmillan.
- Mukherjee, K. (2010). The Uyghur Question in Contemporary China, *Strategic Analysis*, 34(3), 420-435.
- Raza, Z. (2019). China's 'Political Re-education' Camps of Xinjiang's Uyghur Muslims. *Asian Affairs*, 50(4), 488-501.
- Roberts, S. R. (2018). The biopolitics of China's "war on terror" and the exclusion of the Uyghurs. *Critical Asian Studies*, 50(2), 232-258.
- Rodriguez, D. (2003). State terror and the reproduction of imprisoned dissent. *Social Identities*, 9(2), 183-203.
- Shichor, Y. (2018). Dialogue of the Deaf: The Role of Uyghur Diaspora Organizations Versus Beijing. Dans G.K. Ercilasun et K. Ercilasun (dir.), *The Uyghur Community. Diaspora, Identity and Geopolitics*. Palgrave Macmillan.
- Smith Finley, J. (2019). Securitization, insecurity and conflict in contemporary Xinjiang: has PRC counter-terrorism evolved into state terror? *Central Asian Survey*, 38(1), 1-26.
- Soloshcheva, M. A. (2017). The Uyghur Terrorism: Phenomenon and Genesis. *Iran and the Caucasus*, 21(4), 415-430.
- Van Munster, R. (2012). Securitization. Dans P. James (dir.), *International Relations*. Oxford *Bibliographies*. doi: 10.1093/obo/9780199743292-0091_
- Zenz, A. (2019). 'Thoroughly reforming them towards a healthy heart attitude': China's political re-education campaign in Xinjiang. *Central Asian Survey*, 38(1), 102-128.